

Arrêté temporaire N° 2022 - 047

Réglementation temporaire de la circulation

Réglementation de la circulation pour manifestation de Pleum sport

Le Maire de PLEUMELEUC,

- Vu la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
- vu l'article L 2211-1 du Code général des collectivités territoriales qui confie au Maire l'exercice des pouvoirs de police ;
- Vu le Code de la Route annexé aux Ordonnances n° 2000-930 du 22 septembre 2000, n° 2001-250 et 2001-251 du 22 mars 2001 et notamment ses articles L 411-1, L 411-6 et R 411-1 ;
- Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation routière ;
- Vu l'arrêté du 5 novembre 1992 relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;
- Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 relatif à l'approbation de modifications de l'instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière et notamment ses articles 1 et 2 ;
- Considérant que l'organisation du forum des associations sur le parking du complexe sportif situé entre la rue de Bédée et la rue des Sports nécessite pour des raisons de sécurité, la réglementation de la circulation

ARRÊTE

Article 1er -

- La circulation et le stationnement sur le Parking du complexe sportif situé entre la rue de Bédée et la rue des Sports sont temporairement interdits,
- les accès au parking du complexe sportif par la rue de Bédée, la rue des Sports et le parking de la contre-allée rue de Bédée seront fermés

3

Article 2 - Le présent arrêté sera valable du ~~04~~³/09/2022 de 07h30 à 23h59.

Article 4 - Le Maire de Pleumeleuc, le président du conseil départemental et le Chef de Brigade de Gendarmerie de Montfort sur Meu sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Pleumeleuc, ^{31/08/2022}

Le Maire

Anne-Sophie PATRU



VOIES et DELAIS de RECOURS

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rennes qui devra, sous peine de forclusion, être enregistré au Greffe de cette juridiction, dans le délai de deux mois à compter de l'affichage de la présente. Il est également possible de former un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être alors introduit dans le délai de deux mois à compter de la réponse. (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite)